

Mariani : les vérités de celui qu'on n'attendait pas

Depuis plusieurs semaines, le chef de file du Rassemblement national fait la course en tête dans les sondages. Assumant ses positions tranchées et, parfois, certains avis contradictoires.

Thierry Mariani est un homme prudent. Pas le genre à vendre la peau de l'ours avant de l'avoir tué. Même si les sondages lui promettent le fauteuil de président du conseil régional, l'ancien ministre de Nicolas Sarkozy, passé en 2019 au Rassemblement national, avance à pas de loup. Conscient que la moindre erreur, dans une campagne exceptionnellement tendue, peut rebattre les cartes.

Selon votre profession de foi, vous souhaitez « rétablir la sécurité partout et éradiquer l'islamisme ». De quels leviers disposez-vous, à la Région, pour tenir cette promesse ?

On dispose d'abord de moyens pour rétablir la sécurité dans les trains. Nous embaucherons 70 agents par an, pour arriver à une police ferroviaire de 500 personnes. Et à partir de 21 heures, il y aura un wagon sécurisé dans chaque train. De la même façon, nous rétablirons la sécurité dans les lycées. Enfin, nous soutiendrons les nouveaux investissements des communes avec une enveloppe de 20 millions par an. Christian Estrosi a caricaturé cette mesure : nous n'avons jamais dit que nous allions prendre en charge le coût des polices municipales !

Cette aide aux communes est-elle de la compétence de la Région ? En 2016, le Plan de sécurité intérieure de 250 millions d'euros présenté par Christian Estrosi a été retoqué par le tribunal administratif...

Parce qu'il était mal rédigé ! Valérie Pécresse a fait passer exactement le même plan, sans la moindre difficulté. Je suis sidéré devant tant d'amateurisme ! Comme lorsque Muselier propose de créer 1 500 places de prison supplémentaires. Selon l'Institut Montaigne, cela coûte 200 000 euros l'unité – soit 300 millions d'euros ! Le coût de cinq à six lycées... [Il sourit] Il me fait penser à une phrase de Jacques Chirac en 1995 : « Ma démagogie vous surprendra. »

Donc vous rétablirez la sécurité



(Photo Luc Boutria)

« partout » où c'est de la compétence de la Région ? Évidemment.

Et « éradiquer l'islamisme », cela fait partie des compétences du conseil régional ?

À chaque fois que nous attribuons une subvention, nous serons très attentifs à ce qu'il n'y ait aucun lien avec l'islamisme. Je vous rappelle que Philippe Vardon a fait condamner Estrosi, à Nice, pour avoir consenti un loyer sous-évalué pour une mosquée.

Vous ne confondez pas, bien sûr, l'islamisme avec la pratique du culte musulman ? Bien sûr.

Lorsque vous étiez maire, vous avez permis la construction

d'une mosquée à Valréas ?

Lorsque je suis arrivé à la mairie de Valréas, il y avait un vieux garage que la communauté musulmane louait, en plein centre-ville, à côté du cinéma. À certaines heures, vous aviez plusieurs centaines de personnes qui sortaient en tenues... peu provençales. On a discuté avec

cette communauté, qui comprenait beaucoup d'anciens harkis et de Marocains. Ce local était loin des cités du

Mistral-Séviégné où habitait la majorité d'entre eux. On a trouvé un terrain plus proche qu'on leur a vendu au prix des Domaines. Et on a construit... ceci ! [Il montre la photo sur sa tablette] On dirait une grande villa provençale. Si vous passez devant, je vous mets au défi de deviner qu'il s'agit d'une mosquée.

« Si Assad s'était effondré, on aurait Daesh »

Quand vous évoquez la hausse de 19,4 % des violences en Paca entre 2016 et 2020, vous pensez que Renaud Muselier en est responsable ?

Ce chiffre dit simplement que, dans cette région, la délinquance continue de monter. Et tout ce qui se passe autour des trains et des lycées est de la responsabilité partagée de la Région.

Mais quelle est la proportion des violences commises dans les trains et les lycées sur cette statistique globale ?

Je n'en sais rien.

Vous admettez que c'est probablement très marginal ? Je ne sais pas. Peut-être...

Dans ce cas, pourquoi mettre ce chiffre en exergue dans votre profession de foi ?

Le TER, c'est le train du quotidien. Ça participe au fait que les gens ne se sentent pas en sécurité.

Vous jugez « scandaleux » que Muselier souhaite « renforcer la coopération avec le Qatar, pays sponsor de l'islamisme international ». Bachar al-Assad vous paraît plus fréquentable ?

Bachar al-Assad ne menace pas la France et ne subventionne pas des associations qui la menacent directement ou indirectement.

Cela suffit à rendre fréquentable, à vos yeux, un dictateur qui utilise du gaz sarin contre son propre peuple ?

Non, mais je me préoccupe d'abord de l'intérêt de la France. Si le régime d'Assad s'était effondré, on aurait Daesh !

« La soupe au porc ? Je n'aurais pas fait ça... »

Vous avez attaqué Muselier sur son passeport mauricien. Il a effectivement la double nationalité : vous trouvez cela condamnable ?

Je peux comprendre la double nationalité quand elle est de naissance. Il l'a demandée pour faire du business, c'est différent. J'ai toujours pensé que, lorsqu'on est élu pour des mandats exécutifs ou nationaux, on ne sert qu'un seul pays.

À propos de cette affaire de domiciliation à Avignon : vous prétendez sérieusement que votre « domicile réel » est dans ce studio ?

Aujourd'hui, ma femme et mon fils habitent à Paris. Quand je suis au Parlement européen, je vis à Bruxelles. Je dors également de temps en temps dans le Vaucluse. [Silence] Je remplis en tout cas les conditions fixées par la loi. Et je le prouverai mercredi (demain, Ndlr) devant le tribunal d'Avignon.

Lorsqu'on vous interroge sur Philippe Vardon, vous faites allusion aux « erreurs » d'un adolescent de 15 ans. Mais l'identitaire qui distribuait à l'âge adulte de la soupe au porc aux SDF, pour en exclure les musulmans, a aussi votre bénédiction ?

[Visiblement gêné] Question embarrassante... Ça ne me choque pas ; c'est un choix politique, comme lorsque le Croissant-Rouge distribue des soins à la communauté musulmane. Moi, je n'aurais pas fait ça, mais je respecte son choix. Depuis, le personnage a changé. Vous croyez que Vardon, dans le privé, est content de ce qu'il a fait ? Il le regrette ; il l'a dit. J'estime que quand on a fait une connerie dans sa jeunesse, on ne doit pas le payer toute sa vie.

PROPOS RECUEILLIS PAR LIONEL PAOLI lpaoli@nicematin.fr

Du petit séminaire d'Avignon au ministère

Fils unique d'un maçon et d'une ouvrière de cartonnage, Thierry Mariani est né à Orange en 1958. Il a fait ses études au petit séminaire d'Avignon, puis au lycée militaire d'Aix-en-Provence, avant de décrocher un diplôme de droit international. Membre du RPR dès 1976, aux côtés d'un certain Renaud Muselier, il exerce

plusieurs mandats locaux (maire de Valréas, conseiller régional et départemental) et nationaux (député, secrétaire d'État puis ministre des Transports au sein du gouvernement Fillon III). En 2019, il rejoint Marine Le Pen et devient député européen sous l'oriflamme du Rassemblement national.